

Yémen - Conseil affaires étrangères
- Conclusions - Communiqué du
conseil de l'Union européenne
(Luxembourg, 03 avril 2017)

Le conseil adopte des conclusions sur le Yémen

1. Rappelant les conclusions du conseil du 16 novembre 2015, l'UE exprime une nouvelle fois sa profonde inquiétude quant à la situation au Yémen. Le conflit en cours a des conséquences désastreuses pour le pays et sa population. En dépit de la pression exercée à l'échelle internationale pour qu'une solution politique soit apportée à la crise, les parties au conflit ne sont pas parvenues à un accord et les combats se poursuivent sans relâche. Le nombre de victimes civiles ne cesse de croître. Les institutions et infrastructures civiles yéménites, frappées de plein fouet par la guerre, sont de moins en moins en mesure de fournir les services de base. La situation humanitaire est catastrophique: 17 millions de Yéménites sont en situation d'insécurité alimentaire et dépendent de l'aide extérieure pour survivre, et 7,3 millions de personnes sont exposées à un risque grave de famine. La situation des enfants est particulièrement dramatique, plus de 2,2 millions d'entre eux étant gravement sous-alimentés. Le ralentissement considérable de l'activité économique et la crise de liquidités ne font qu'aggraver cette situation déjà désastreuse.

2. Les groupes vulnérables, les femmes et les enfants sont particulièrement touchés par les hostilités en cours et par la crise humanitaire. La sécurité et le bien-être des femmes et des filles suscitent également des inquiétudes particulières. L'UE demande à l'ensemble des parties au conflit de prendre toutes les mesures nécessaires pour prévenir et combattre toutes les formes de violence, y compris la violence à caractère sexuel et sexiste dans les situations de conflit armé. L'UE condamne en outre fermement les violations des droits de l'enfant, ainsi que la poursuite du recrutement d'enfants soldats, et s'inquiète que les enfants n'aient qu'un accès limité à l'éducation et aux soins de santé les plus fondamentaux.

3. L'UE s'alarme également des conséquences de la guerre au Yémen pour la stabilité de la région. La guerre a créé un terreau fertile pour les organisations criminelles et terroristes telles qu'al Qaïda dans la péninsule arabique et Daech au Yémen, parmi d'autres. L'UE condamne avec la plus grande fermeté tous les attentats terroristes. L'UE exhorte le gouvernement yéménite à prendre ses responsabilités dans la lutte contre les groupes terroristes, qui tirent parti de l'instabilité actuelle. Il importe en particulier que l'ensemble des parties au conflit agissent avec détermination contre ces groupes, dont les activités font peser une menace supplémentaire pour les perspectives d'un règlement négocié et font courir des risques considérables pour la sécurité de la région et au-delà. Le conflit a par ailleurs donné lieu à une augmentation des incidents sur la partie yéménite du littoral de la mer Rouge, ce qui porte atteinte à la liberté de navigation et nuit au commerce maritime sur cette voie maritime internationale de première importance.

4. Il ne peut y avoir de solution militaire au conflit en cours au Yémen. Le règlement de la

crise passe nécessairement par un processus de négociation associant toutes les parties concernées, auquel les femmes doivent participer pleinement et effectivement et qui doit aboutir à une solution politique sans exclusive. Dans ce contexte, l'UE réaffirme qu'elle appuie vigoureusement les efforts déployés par le secrétaire général des Nations unies et par son envoyé spécial pour le Yémen, M. Ismail Ould Cheikh Ahmed, en vue de parvenir à une reprise des négociations, et demande à toutes les parties au conflit de répondre à leurs efforts de façon flexible et constructive, sans conditions préalables, et de mettre pleinement en oeuvre, sans délai, toutes les dispositions des résolutions pertinentes du conseil de sécurité des Nations unies. Pour faciliter le retour à la voie politique, il sera essentiel de mettre en oeuvre des mesures visant à instaurer un climat de confiance, telles que des mesures immédiates pour favoriser un cessez-le-feu durable, un mécanisme de retrait surveillé des forces armées, des mesures pour faciliter l'accès humanitaire et commercial et la libération des prisonniers politiques. Pour que ce processus soit couronné de succès, l'UE demande à toutes les parties de se mettre d'accord de toute urgence sur une cessation des hostilités, dont le respect sera surveillé par les Nations unies, à titre de première étape vers la reprise des pourparlers de paix menés sous l'égide de celles-ci. L'UE demande également à l'ensemble des acteurs internationaux et régionaux de coopérer de manière constructive avec les parties en présence au Yémen afin de permettre une désescalade du conflit et un règlement négocié qui respecte l'indépendance, l'unité, la souveraineté et l'intégrité territoriale du Yémen.

5. L'UE condamne fermement les attaques visant des civils et demande à nouveau à l'ensemble des parties au conflit de veiller de toute urgence à protéger les civils et d'observer le droit international humanitaire et le droit international relatif aux droits de l'homme, notamment de respecter les principes de distinction et de proportionnalité et de prendre les précautions nécessaires au cours des hostilités. L'UE est gravement préoccupée par les conséquences des hostilités en cours, y compris les bombardements, l'utilisation d'armes à sous-munitions et l'utilisation qui aurait été faite de mines antipersonnel, ainsi que par les attaques causant la destruction des infrastructures civiles, notamment les écoles, les installations médicales, les zones résidentielles, les marchés, les systèmes d'alimentation en eau, les ports et les aéroports. Faire en sorte que les responsables de violations soient amenés à rendre des comptes constitue un élément important du processus permettant de parvenir à un conseil de l'UE règlement durable du conflit en cours. Nous continuons à soutenir les enquêtes indépendantes menées sur toutes les allégations de violations et d'exactions, dans le but de mettre un terme à l'impunité des auteurs des infractions commises par toutes les parties au conflit, conformément à la résolution A/HRC/33/L.5 du conseil des droits de l'Homme des Nations unies et à l'observation générale formulée par l'UE. L'UE demande à toutes les parties au conflit de coopérer pleinement avec la commission d'enquête nationale, ainsi qu'avec le bureau élargi du Haut-Commissariat aux droits de l'homme pour le Yémen et de leur accorder un accès total à toutes les zones du pays. Le rapport final de la commission d'enquête nationale et le rapport écrit du haut-commissaire sur la situation des droits de l'homme, y compris les violations et les exactions commises depuis septembre 2014, qui sera présenté au conseil des droits de l'Homme au mois de septembre, constitueront tous deux des éléments essentiels des réflexions à venir.

6. L'UE réaffirme l'urgente nécessité de lever les obstacles, notamment bureaucratiques, qui empêchent la fourniture d'une aide vitale, ainsi que de faciliter, à l'intention des civils qui en ont besoin, l'acheminement rapide et sans entrave d'une aide humanitaire, impartiale et fournie sans aucune distinction de caractère défavorable. L'UE demande aux acteurs étatiques et non étatiques d'assurer la sécurité des services de secours et des travailleurs humanitaires et de leur faciliter un accès sûr. Au vu de la situation humanitaire dramatique, il est essentiel que tous les ports maritimes restent accessibles. Un accès sans restrictions doit être garanti pour

l'acheminement des fournitures commerciales et humanitaires. L'UE demande instamment aux parties de veiller à ce que le port d'Hodeida fonctionne pleinement et efficacement et insiste sur l'importance vitale que revêt celui-ci pour l'aide humanitaire et en tant que point d'accès commercial pour les approvisionnements essentiels. L'UE souligne qu'il importe de garantir un traitement efficace et rapide pour les navires commerciaux, notamment pour ce qui est du carburant, et soutient totalement le maintien du mécanisme de vérification et d'inspection des Nations unies (UNVIM), dont le mandat doit être exécuté pleinement et sans entrave. Pour pouvoir opérer efficacement et au maximum de ses capacités, ce mécanisme doit bénéficier du soutien plein et entier de la coalition et du gouvernement yéménite. L'UE demande la réouverture de l'aéroport de Sanaa pour les vols commerciaux, afin que les médicaments et produits de base qui font cruellement défaut puissent être acheminés vers le pays et que les Yéménites nécessitant un traitement médical puissent être évacués. L'UE demande que l'embargo ciblé sur les armes, imposé par le conseil de sécurité des Nations unies, soit pleinement mis en oeuvre. À cet égard, l'UE rappelle également que les règles énoncées dans la position commune 2008/944 sur les exportations d'armes s'appliquent strictement. L'UE demande instamment à toutes les parties de faire rapidement en sorte que les salaires de la fonction publique soient à nouveau versés, dans tout le pays, et que la banque centrale puisse continuer à s'acquitter de ses missions.

7. L'UE est disposée à redoubler d'efforts pour appuyer les actions que mènent les Nations unies pour tenter d'aboutir à un règlement politique de la crise, en proposant ses bons offices aux parties afin que les hostilités cessent et que des négociations soient engagées. L'UE et ses États membres sont également prêts à intensifier l'aide humanitaire en faveur de la population du pays en fonction de l'augmentation des besoins et à mobiliser leur aide au développement pour financer des projets dans des secteurs essentiels. Sur cette base, l'UE est résolue à parvenir à un règlement du conflit et à contribuer à la future reconstruction du pays. L'UE souligne à nouveau la nécessité de coordonner l'action humanitaire sous l'égide des Nations unies, dont fait état le plan d'intervention humanitaire pour le Yémen de cette année, et demande instamment à tous les pays de contribuer à répondre aux besoins humanitaires. L'UE se félicite de la tenue, le 25 avril à Genève, de la conférence des donateurs de haut niveau consacrée à la crise au Yémen, organisée conjointement par le Secrétaire général des Nations unies et par les gouvernements de Suède et de Suisse. L'UE et ses États membres intensifieront leurs actions coordonnées d'information et de sensibilisation auprès des parties au conflit concernant l'amélioration de l'acheminement de l'aide humanitaire et la protection des civils et des infrastructures civiles. Le conseil suivra de près l'évolution de la situation au Yémen et se tient prête à renforcer son action en vue de promouvoir la stabilité et la prospérité du pays, une fois qu'une solution politique au conflit en cours aura été trouvée./.